

Vienne 2012 : nouvelles stratégies pour les ONG ? (2)

Comme je le signale dans mon premier article, des points ont été marqués dans les dernières années par les abolitionnistes nucléaires : le soutien à la Convention d'abolition grandit au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, Ban Ki moon, le secrétaire général, a repris cette proposition dans ses "*cinq points pour le désarmement*". Mais en même temps, **une certaine frustration** se fait jour chez beaucoup d'ONG et parmi les États non-nucléaires. Les textes adoptés, même s'ils sont plutôt bons comme en 2000 ou 2010 sont peu ou pas mis en oeuvre. Et surtout **le paradigme dominant reste la primauté au "réalisme"**, au nom duquel les états nucléaires disent que "*le nucléaire ne peut être désinventé*", que "la dissuasion nucléaire reste la meilleure police d'assurance" en terme de sécurité, affirmations qui conduisent à privilégier systématiquement les discussions sur les mesures de non-prolifération et non les mesures de désarmement.

Ce désenchantement devant la stagnation des processus de contrôle des armements, des négociations de désarmement provoque depuis plusieurs mois **un débat dans certaines ONG comme ICAN** (Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire). Ne faut-il pas changer de "*terrain de jeu*", ne pas se confiner au terrain des dimensions militaires et stratégiques des armes nucléaires mais poser aussi le problème de leur "*inacceptabilité*" morale et humaine, en regard notamment des conséquences humanitaires catastrophiques qu'elles auraient pour les populations d'une région, d'un continent ou de la planète entière ?

En novembre dernier, la **Croix Rouge Internationale et le Croissant-Rouge** - qui comptent près de 100 millions de membres et bénévoles du monde entier- ont adopté une résolution historique soulignant les dangers humanitaires des armes nucléaires et appelant les gouvernements à "*poursuivre de bonne foi et à conclure des négociations avec urgence et détermination pour interdire l'utilisation et éliminer complètement les armes nucléaires par un accord international juridiquement contraignant*".

Ce nouvel intérêt pour les conséquences humanitaires de l'usage des armes nucléaires, ajouté au traumatisme après la catastrophe de Fukujima, les partenariats qui se développent entre sociétés civiles, états non-nucléaires, engagements de parlementaires et d'élus pour créer les conditions de l'interdiction de l'arme nucléaire, font dire à une chercheuse comme **Rebecca Johnson** (lire sur le site d'**Acronym** - <http://www.acronym.org.uk/articles> - "*Decline or Transform: Nuclear Disarmament and Security Beyond the NPT Review Process*") qu'il est temps de se tourner vers une nouvelle approche : celle du "*désarmement humanitaire*". Donc, comme cela a été fait et réussi pour les mines antipersonnel, **poser le problème sur le plan du droit international humanitaire et lancer un processus de pression citoyenne et de négociations multilatérales sans attendre le consensus de tous les états...**

Un tel processus viserait, à côté de la pression "classique" sur les états, sous l'angle des dimensions militaires et de sécurité lié à la **POSSESSION** des armes nucléaires, à développer une action de sensibilisation en direction de l'opinion publique sous l'angle des conséquences humanitaires lié à l'**USAGE** éventuel des armes nucléaires.

Une Conférence d'ICAN en discute ce week-end à Vienne : ces thématiques seront-elles aussi abordées dans les autres réseaux d'ONG ? Les débats dans les réunions et initiatives des réseaux Abolition 2000, PNND (Parlementaires pour le désarmement nucléaire), Reaching Critical Will seront intéressants à suivre...

Nous reviendrons dans d'autres articles sur les problématiques soulevées.